

Les crédits

Certes, le gouvernement doit faire quelque chose de bien puisque, selon l'opposition officielle, nous n'aurions pas dû réduire mais accroître les dépenses alors que, selon le tiers parti, nous aurions dû procéder à des compressions encore plus sévères, même si cela fait souffrir beaucoup de gens.

• (1655)

Les Canadiens comprennent que cet exercice doit se faire progressivement, souhaitent ce genre de gouvernement et ne veulent pas que leurs compatriotes souffrent indûment.

Si l'on veut être juste à l'égard du budget et de l'activité consécutive, il faut reconnaître que le gouvernement a franchi un premier pas important en vue de réduire le déficit et la dette, de créer des emplois à long terme bien rémunérés pour les Canadiens et de résoudre toute la question des programmes sociaux que les Canadiens veulent offrir aux personnes dans le besoin.

[Français]

Comme je l'ai indiqué, je crois que le gouvernement a fait un premier pas très important.

[Traduction]

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.): Monsieur le Président, le député a truffé son discours de beaucoup de chiffres, de données, d'explications et de justifications pour le budget du Parti libéral, un budget qui ne répond absolument pas aux besoins du pays.

Le Canadien moyen qui essaie de subvenir aux besoins de sa famille ne s'intéresse qu'à une chose. Quand est-ce que le gouvernement va lui donner un répit fiscal? Les libéraux ont présenté un budget qui aura pour effet d'alourdir la dette de 100 milliards de dollars et d'ajouter 10 milliards de dollars aux intérêts sur la dette. Dans trois ans, nous aurons quand même un déficit de 25 milliards de dollars, selon leurs données que j'ai du mal à croire.

Je voudrais que le député me dise comment il va expliquer à un travailleur d'usine de pâte de Prince George, en Colombie-Britannique, qui paie plus de 60 p. 100 de son revenu brut en impôts de toutes sortes, un budget comme celui-ci, qui va faire augmenter la dette, qui va faire augmenter les intérêts sur la dette, lesquels doivent être payés à l'aide des impôts, comment ce travailleur d'usine de pâte peut s'attendre, dans un proche avenir, à avoir un revenu disponible suffisant pour subvenir aux besoins de sa famille.

En outre, je voudrais que le député m'explique, et qu'il explique aux sociétés et aux entreprises privées du pays comment le gouvernement libéral reconnaît le rôle qu'il joue quand, dans le budget, il augmente l'impôt sur le revenu des sociétés. Ce sont elles qui créent les emplois les plus durables et les plus rémunérateurs. Comment leur expliquera-t-il qu'il est de leur côté, qu'il veut qu'elles créent plus d'emplois, qu'elles prennent de l'expansion et qu'elles investissent dans notre pays quand il n'y a aucune certitude quant au futur taux d'imposition des sociétés?

Pendant que le député donne toutes sortes d'explications rationnelles sur le budget libéral, comment va-t-il expliquer aux Canadiens qu'il doit imposer une taxe de 1,5 cent sur l'essence qui touche tous les Canadiens, que ce soient des particuliers ou des sociétés qui doivent expédier des marchandises, utiliser des véhicules automobiles, prendre l'avion, le train? Comment va-t-il expliquer qu'il doit hausser de 1,5 cent le litre la taxe sur l'essence et le carburant?

Le contribuable moyen ne se préoccupe que d'une chose. Quand est-ce que ses impôts vont baisser et quand est-ce que les dépenses excessives vont cesser. Les données que le député vient tout juste de citer pourraient nous intéresser parce que nous avons accès à tous les détails du budget, mais le Canadien moyen n'a pas la chance de connaître tous ces détails.

Ils ne posent qu'une question. Je voudrais que le député nous dise comment il va répondre au contribuable moyen.

• (1700)

M. Duhamel: Monsieur le Président, le député a posé un certain nombre de questions auxquelles je vais essayer de répondre.

Il est vrai que les impôts sont très élevés, et cela restera vrai dans un avenir prévisible à cause d'une dette qui a plus que doublé sous le gouvernement précédent, une dette que nous devons continuer à assumer.

Regardons les chiffres. Lorsque le gouvernement précédent a accédé au pouvoir, la dette était d'environ 179 milliards de dollars. Ce montant vient du vérificateur général. Lorsque notre gouvernement a accédé au pouvoir, la dette était presque trois fois plus élevée. Voyons tout cela dans un contexte global.

D'ailleurs, une des raisons pour lesquelles les réformistes n'arriveront jamais à rien, c'est qu'ils ne comprennent pas le contexte global. Ils exagèrent. Je suis surpris que mon collègue ne se soit pas attardé sur le fait que nous dépensons maintenant 7 milliards de dollars de moins que dans le budget de 1994-1995. Je suis surpris que mon collègue n'ait pas mentionné que nous avons pu économiser 3,4 milliards de dollars grâce à l'examen des programmes, qui visait à s'assurer que le gouvernement fait ce qu'il doit faire.

J'aurais aimé avoir plus de temps. Comme je m'attendais à ce qu'un de mes collègues du Parti réformiste me pose cette question, j'avais apporté une série de citations faisant l'éloge du budget libéral tout en reconnaissant que rien n'est parfait. J'ai d'autres citations aussi et j'ai essayé d'en trouver une positive au sujet du budget que les réformistes avaient présenté et dont les chiffres ne faisaient pas le compte. Je n'ai trouvé aucune citation positive à ce sujet.

Je trouve très difficile d'entendre un député réformiste essayer de nous dire que nous sommes sur la mauvaise voie, alors que la majorité des Canadiens pensent que nous sommes sur la bonne voie. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire mieux, mais nous sommes au moins sur la bonne voie.